

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

HUITIÈME ANNÉE N° 755 DU 20 FÉVRIER 2013

1801/2013 : 212^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

LA CITATION DE LA SEMAINE

«La liberté consiste moins à faire sa volonté qu'à ne pas être soumis à celle d'autrui ».

Jean-Jacques Rousseau

ANNÉE 2013

ANNÉE SÉNÉGAL

19 FÉVRIER

JOURNÉE MONDIALE

DE LA JUSTICE SOCIALE

À LA UNE

LE COMMUNIQUÉ PUBLIÉ À LA CONCLUSION DE LA VINGT-QUATRIÈME RÉUNION INTERSESSION DE LA CONFERENCE DES CHEFS DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES (CARICOM), 18-19 FÉVRIER 2013, PORT-AU-PRINCE, RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

La vingt-quatrième réunion intersessions de la Conférence des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) a eu lieu à Port-au-Prince, République d'Haïti, de 18 à 19 février 2013. Son Excellence Michel Joseph Martelly, président de la République d'Haïti, l'a présidé.

Autres membres de la Conférence présents: le Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda, l'honorable Winston Baldwin Spencer, Premier Ministre des Bahamas, Rt. Hon. Perry G. Christie, le Président de la République du Guyana, Son Excellence M. Donald Ramotar, le premier ministre de Montserrat, Reuben Meade honorable, le Premier Ministre de la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis, Rt. Hon. Denzil L. Douglas, Premier Ministre de Sainte-Lucie, l'honorable Dr. Kenny D. Anthony, le Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, l'honorable Dr. Ralph E. Gonsalves, et le Premier Ministre de la République de Trinité-et-Tobago, l'honorable Kamla Persad-Bissessar.

La Dominique était représentée par l'honorable Colin McIntyre, ministre de l'Emploi, du Commerce, de l'Industrie et Affaires de la Diaspora, la Jamaïque a été représenté par l'honorable Arnold J. Nicholson, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le Suriname était représentée par l'honorable Gin-Mardo Kromosoeto, ministre du développement régional et de la gestion des terres et foresterie; la Barbade était représenté par M. Charles Burnett, Secrétaire permanent, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur; Belize était représenté par l'ambassadeur Alexis Rosado, chef de la direction, du ministère

des Affaires étrangères.

Le membre associé les îles Turks et Caicos, l'honorable Dr Rufus Ewing premier ministre .

Un invité spécial a été le procureur général des États-Unis d'Amérique, l'honorable Eric Holder Jr.

Les résolutions adoptées sont :

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ

Compte tenu de l'importance de la criminalité et de la sécurité dans la région et de ses effets sur le développement national et régional, la Conférence des chefs de gouvernement a convoqué une réunion spéciale de se concentrer sur cette question, en se concentrant sur l'application de la loi et les questions de prévention. Une caractéristique importante du Caucus a été l'engagement des chefs de gouvernement avec le procureur général des États-Unis d'Amérique, M. Eric Holder Jr. La session a débuté par une présentation par le chef principal de la criminalité et de la sécurité au sein du Cabinet CARICOM quasi , Premier ministre de Trinité-et-Tobago, l'honorable Kamla Persad-Bissessar, qui s'est concentré sur l'importance de la coopération régionale et internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, l'importance d'évaluer l'efficacité des cadres actuels pour répondre aux questions et la nécessité de la mise en œuvre d'un crime d'accord et de la stratégie de sécurité. La Conférence a exprimé sa satisfaction aux États-Unis pour les ressources considérables mises à la disposition par le biais de l'Initiative du Bassin des Caraïbes sécurité (CASCS) et la poursuite de l'assistance technique dans des domaines tels que le renforcement du système judiciaire et la réforme. Un mandat a été confié à l'Agence pour la criminalité et la sécurité (IMPACS) de fournir des conseils aux États membres dans le domaine de la criminalité et à la sécurité tels que la violence des gangs et de la prévalence liée à des meurtres armés.

LE TRAITÉ SUR LE COMMERCE DES ARMES

Les Chefs de gouvernement ont exprimé leur préoccupation sur le commerce non réglementé des armes classiques, y compris les armes légères et des armes légères et de leurs munitions, qui a exigé un tribut intolérable sur la sécurité et le bien-être de nos citoyens, et le développement de nos Etats. Ils ont réaffirmé que le traité sur le commerce des armes était nécessaire pour combler ces lacunes qui permettent le détournement d'armes du commerce légal vers le marché illicite par l'adoption de règles communes mondiales, qui seraient soutenues par un ensemble de règles juridiquement contraignantes. Conformément à la Déclaration sur les armes légères et des armes légères qui a été adoptée à Saint-Kitts-et-Nevis en 2011, la Communauté des Caraïbes restera activement engagé dans les négociations reconvoqué à la Conférence finale des Nations Unies sur un traité sur le commerce des armes en Mars de cette année , en vue de veiller à ce que la communauté internationale adopte des mesures concrètes et efficaces pour réglementer le commerce des armes classiques.

PROCESSUS DE RÉFORME DE LA CARICOM

La Conférence s'est félicitée de l'ouverture du processus de changement dans la Communauté avec la présence de l'équipe de facilitation du changement pour appuyer le Secrétaire général En examinant le projet d'ébauche du plan communautaire stratégique quinquennal (2014-2019), la Conférence a reconnu qu'un élément essentiel du Plan stratégique serait la discussion et accord au sein de la Communauté sur les priorités de la Communauté au cours de la période de cinq ans du Plan. À cette fin, une série de consultations nationales seront menées.

RAPPORT SUR L'ARCHITECTURE RÉGIONALE POUR LA STABILITÉ FINANCIÈRE

La Conférence a reçu le rapport sur les initiatives prises par le Comité des gouverneurs des banques centrales de mettre au point un cadre d'évaluation des risques financiers dans la région ainsi que d'un plan régional de gestion de crise et s'est félicité des progrès réalisés aujourd'hui. La Conférence a pris note du travail accompli par les banques centrales et d'autres organismes de réglementation sur la préparation de rapports nationaux et régionaux de stabilité financière compris une matrice de contagion du risque pour identifier les risques potentiels dans le système financier régional et a appelé les ministres des Finances et la Banque centrale gouverneurs à agir rapidement pour compléter leurs délibérations afin que le plan de gestion des risques pourrait être mis en œuvre. La Conférence a exprimé la ferme conviction que le transport est une grande priorité à l'ordre du jour de la Communauté et a exigé que la réunion extraordinaire du Conseil du commerce et du développement économique (COTED) se réunit spécifiquement pour examiner les questions essentielles. Les recommandations de cette réunion doivent être portées à la Conférence lors de sa prochaine réunion en Juillet à Trinité-et-Tobago au cours de laquelle une séance sera consacrée à la question.

AIDE POUR LE COMMERCE

La Conférence a approuvé l'aide régionale pour le commerce qui est considéré comme un outil essentiel pour la mobilisation des ressources nécessaires à la Région pour améliorer sa compétitivité sur le marché international. Préparation de la stratégie, qui a été soutenu par la Banque interaméricaine de développement (BID), a fait l'objet de consultations à l'échelle de la Communauté des Caraïbes, y compris avec des représentants de la société civile. La Conférence a convenu de la Stratégie sera officiellement lancée sous les auspices du Président de la

Conférence et se réjouit de la participation du Président de la Banque interaméricaine de développement (BID), le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), autres partenaires au développement et les institutions.

CIRCULATION DES PERSONNES DANS LA COMMUNAUTÉ

La Conférence a reconnu que, bien que des progrès considérables avaient été accomplis dans l'histoire de quarante ans de la CARICOM en ce qui concerne le commerce des marchandises, il y avait encore beaucoup à faire en ce qui concerne le mouvement des ressortissants de la CARICOM au sein de la Communauté. La libre circulation des personnes est un élément clé d'un marché unique et doit rester une priorité stratégique pour la Communauté de développer comme il va de l'avant.

RÉFORME DES NATIONS UNIES

La Conférence a rappelé l'action du CARICOM dans les négociations sur la réforme des Nations Unies . À la lumière des récents événements mondiaux, la Conférence a appelé à une plus grande urgence dans la réalisation de la réforme du Conseil de sécurité durable dans les paramètres précédemment approuvées.



AFFAIRES NATIONALES

POLITIQUE

LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE COMMUNIQUE SUR L'AMÉRIQUE LATINE

Deux communiqués de la CONVENTION nous sont parvenus :

LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE adresse ses félicitations a RAFAEL CORREA pour sa

brillante réélection comme président de la république d'Équateur. Elle souhaite que la « révolution citoyenne » en Équateur qui est l'un des symboles des expériences post-néo-libérales sud-américaines se développe avec encore plus de rapidité .

L' Équateur est un pays d'Amérique du Sud, entouré par le Pérou au sud et la Colombie au nord. Sa superficie est de 283 560 km². Le nom du pays vient de sa position sur l'équateur. La capitale est Quito et la plus grande ville est Guayaquil, l'un des ports les plus importants d'Amérique du Sud. Le pays compte environ 14 800 000 habitants (2010) et est divisé en 24 provinces (îles Galápagos comprises). C'est le pays avec la plus grande concentration de rivières par kilomètre carré dans le monde. Dans le territoire équatorien, (qui inclut les îles Galapagos 1 000 km à l'ouest de la côte), se trouve la biodiversité la plus dense de la planète.

LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE a appris avec beaucoup de joie et d'espoir le retour au Vénézuéla du président HUGO CHAVEZ à qui il souhaite un prompt rétablissement et beaucoup de courage à sa famille .

Le VENEZUELA s'étend depuis les environs de l'équateur jusqu'au nord du onzième parallèle. Sa superficie est de 912 050 km². Sur le continent, le Venezuela possède des frontières avec le Guyana à l'est, le Brésil au sud, la Colombie à l'ouest, et à quelques dizaines de milles au large des côtes de la mer des Caraïbes au nord, se trouvent les Antilles néerlandaises (Aruba, Bonaire, Curaçao) et Trinité-et-Tobago . Il possède également 72 îles, dispersées dans la mer des Caraïbes et dans l'océan Atlantique, regroupées dans les Dépendances fédérales. Margarita est la plus grande et la plus importante. La capitale du Venezuela, Caracas, s'étend d'est en ouest de l'autre côté de la cordillère côtière, à quelque 900 mètres d'altitude.

UN ARRÊTÉ FIXE LE BARÈME DES AIDES FINANCIÈRES POUR LE LOGEMENT EN GUADELOUPE

Plus d'un an et demi après l'adoption de la loi visant à lutter contre l'habitat indigne et insalubre en outre-mer (voir Maire Info du 15 juin 2011), un arrêté paru aujourd'hui au Journal officiel vient fixer le barème de l'aide financière versée pour compenser la perte de domicile d'habitants de logis insalubres ou dangereux. La loi précise que cette aide peut être notamment versée aux occupants ou aux bailleurs sans titre de terrains publics ou privés, expulsés à la suite d'une opération d'aménagement, qu'il s'agisse de leur domicile ou d'un local à usage professionnel (petit commerce, atelier...). Peuvent en bénéficier également les occupants d'habitations construites dans des zones « exposées à un risque naturel prévisible », et démolies pour cette raison. Le montant de l'aide est calculé en multipliant quatre facteurs : une valeur de base – à la date de l'arrêté, 700€/m² pour les locaux d'habitation et 350€/m² pour les locaux professionnels – ; un coefficient qui tient compte de « l'état technique et sanitaire de la construction » et de « la qualité des matériaux utilisés au regard de leur durabilité » ; la surface du local ; et, lorsqu'il y a lieu, un coefficient « qui tient compte de la situation de la construction au regard des risques naturels, soit 0,8 si l'emprise de la construction est située dans une zone inconstructible d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ». Les coefficients portant sur l'état technique et sanitaire du logement sont également fixés par l'arrêté, et varient selon que le logis est en état « médiocre », « moyen » ou « bon », et qu'il s'agisse d'un « abri de fortune », d'une « construction en semi-dur » ou d'une « construction tout en dur ». Le montant de l'aide peut être majoré de jusqu'à 15% si la durée d'occupation ou de location est égale ou supérieure à vingt-cinq ans. Jusqu'ici, en l'absence d'un arrêté, la loi prévoyait que les conditions de versement des aides financières étaient déterminées par des conventions entre le bénéficiaire et « la personne publique maître d'ouvrage des équipements publics ou à l'initiative de l'opération d'aménagement, ou son concessionnaire ». La question de l'habitat indigne et insalubre constitue un enjeu majeur pour les départements et régions d'outre-mer : dans les cinq départements d'outre-mer ainsi qu'à Saint-Martin, on compte quelque 70 000 maisons touchées par l'habitat insalubre ou informel, soit 200 000 personnes vivant dans des conditions de précarité absolue.

LA RÉDACTION



AFFAIRES MONDIALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

LA JOURNÉE MONDIALE DE LA JUSTICE SOCIALE

À l'occasion de la Journée mondiale de la justice sociale, observée mercredi, le Secrétaire général Ban Ki-moon a rappelé que, dans trop de pays encore, les chances qui s'offrent à une minorité ne cessent de croître au détriment de la majorité, plombée par les inégalités. « Ces inégalités croissantes sapent l'action de la communauté internationale pour sortir des millions de personnes de la pauvreté et construire un monde plus juste », déclare-t-il dans le message qu'il a adressé pour marquer cette Journée. La Journée mondiale de la justice sociale a été proclamée en 2007 par l'Assemblée générale, afin d'encourager les États membres de l'ONU à promouvoir des politiques de lutte contre la pauvreté, favoriser l'emploi et les conditions de travail décentes, garantir l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'accès aux services sociaux. Selon M. Ban, les lignes de fracture sociale sont décelables dans les salaires en baisse des femmes et des jeunes, mais aussi dans l'accès limité à l'éducation, aux services de santé et aux emplois décents. « Si nous voulons que le développement soit véritablement partagé, nous devons nous doter d'institutions et de politiques adaptées », préconise-t-il. En adoptant les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les dirigeants mondiaux se sont engagés à créer un monde plus juste et plus équitable, rappelle le patron de l'ONU. De nombreux progrès ont été accomplis, notamment dans la hausse du nombre d'emplois décents, le renforcement de la protection sociale et l'amélioration des services publics. Cependant, des milliards de personnes ont désespérément besoin de la communauté internationale « de façon ciblée et inlassable », prévient le Secrétaire général. « Nous devons intensifier notre action pour réaliser les OMD avant la date-butoir de 2015 et aller au-delà en commençant à définir de nouveaux objectifs de développement durable », a affirmé M. Ban. « Alors que nous cherchons à bâtir le monde que nous voulons, redoublons d'efforts pour parvenir à un développement durable plus équitable, qui ne fasse pas de laissés-pour-compte et qui repose sur le dialogue, la transparence et la justice sociale», conclut M. Ban.

L' IMAGE DU FMI A T ELLE CHANGÉ ?

Le Fonds monétaire international (FMI) a amélioré son image en faisant preuve de "souplesse" et de "réactivité" face à la crise mais prêle encore le flanc aux soupçons de partialité envers les grandes puissances, selon un audit interne. Le Fonds monétaire internationale s'inquiète de son image. Il a demandé à un organe interne, le Bureau d'évaluation indépendants du Fonds (IEO) de mener l'enquête auprès de plus de 400 représentants d'Etats-membres. Résultat: "L'image du Fonds semble s'être nettement améliorée dans le sillage de la crise mondiale" indique le rapport, selon qui la crise a été une "piqûre de rappel" pour le Fonds dont l'utilité était alors de plus en plus contestée. "Beaucoup des grands pays émergents et développés ne voyaient plus d'intérêt à engager des relations avec le Fonds", souligne l'IEO. Mais avec la crise, le Fonds est revenu en première ligne, participant à plusieurs plans de sauvetage et renforçant son rôle de surveillance. Autrefois critiquée pour sa rigidité et sa focalisation sur la rigueur budgétaire, l'institution a alors été louée pour sa "souplesse" qui l'a conduit à soutenir et encourager des plans de relance massifs et à poser "moins de conditions" à l'octroi de son aide, souligne l'audit. "Le Fonds est désormais perçu comme plus souple et réactif", affirme l'IEO soulignant toutefois que les griefs restent nombreux. La "plupart" des Etats-membres ont tout d'abord été "déçus" que le Fonds ait échoué à émettre des "signaux d'alerte" pour prévenir de l'imminence de la crise mondiale, souligne l'IEO. L'audit relève également le sentiment chez certains Etats-membres que le Fonds reste dominé par ses principaux actionnaires (Etats-Unis, Europe), "sapant son rôle de conseiller digne de confiance". Dans ses plans d'aide dans l'Union européenne, le Fonds se serait ainsi montré bien plus "conciliant" que dans d'autres régions du monde, selon le rapport. L'audit relève également des soupçons de "traitement inégalitaire" en termes de transparence. Les rapports évaluant l'économie les pays d'importance "systémique" seraient ainsi sujets à des "corrections et à des suppressions" de passages, qui les rendraient moins "sincères".

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

L' AMÉRIQUE CENTRE DE NOMBREUSES RENCONTRES

Alí Saeidlo, le vice président iranien qui réalise une visite à Cuba en qualité d'envoyé spécial du président Mahmoud Ahmadinejad, a déclaré que son gouvernement veut renforcer les liens économiques et commerciaux avec Cuba et les porter au niveau des relations politiques. Dans des déclarations à la presse, Ricardo Cabrisas a

signalé: « Je dirai que cette fois ci tous les facteurs pouvant contribuer à la relance de nos relations économiques et commerciales sont présents à cette délégation. » Pour sa part le vice président iranien a déclaré : « Pour moi c'est un plaisir d'être ici. Beaucoup de temps s'est écoulé depuis notre dernière rencontre. Comme vous venez de l'expliquer nous nous faisons accompagner d'une délégation nombreuse pour assurer la relance des relations entre nos deux pays. Je voudrais vous remercier de toutes les attentions dont nous avons été l'objet. Il existe de grandes potentialités pour le développement des relations bilatérales, je suis sûr que nous allons laisser derrière les obstacles qui entravent ces relations. Nous allons porter les liens économiques et commerciaux au même niveau que les relations politiques. Je suis sûr qu'au terme de cette réunion nous aurons surmonté les entraves. »

La présidente brésilienne, Dilma Rousseff, a reçu aujourd'hui le premier ministre russe Dimitri Medvedev qui présidera la sixième Réunion de la Commission de Haut Niveau de Coopération entre les deux pays, qui cherche à renforcer le commerce bilatéral. Une lettre d'entente a été signée à Brasilia. Elle exprime la volonté des deux pays d'intensifier les négociations en vue de la future acquisition de systèmes anti- aériens russes et du transfert de technologie sans restrictions. Le ministère brésilien de la défense négocie avec la Russie l'achat des systèmes anti- aériens russes, mais aussi le développement de projets conjoints de défense et le transfert de technologie pour la participation d'entreprises stratégiques brésiliennes dans les processus de production logistique. Le perfectionnement du système anti- aérien brésilien dont les conditions sont précaires est une nécessité pour assurer la sécurité lors des événements que le Brésil organise dont la Coupe du Monde de football en 2014 et les JO en 2016.

Evo Morales a dialogué à Caracas avec des autorités vénézuéliennes. Profitant de son escale technique, en voyage à l'ONU, Evo Morales a assisté à une réunion de l'Exécutif avec des gouverneurs socialistes à Fuerte Tiuna, où il a aussi visité l'Académie Militaire. Le président bolivien a exprimé sa joie pour le retour du chef de l'Etat Hugo Chavez dans son pays après avoir subi une intervention chirurgicale à La Havane en décembre. Evo Morales s'est réuni avec des proches d'Hugo Chavez. A son tour le vice président exécutif du Venezuela, Nicolas Maduro, a reconnu en Evo Morales un des Chefs de la Révolution Sud-américaine de cette époque.

Le général d'armée Raul Castro Ruz, président des Conseils d'État et des ministres, a reçu le sénateur Patrick Leahy, démocrate du Vermont, président pro tempore du Sénat et président de la commission judiciaire, en visite officielle à Cuba et qui conduit une délégation comprenant Debbie Stabenow, sénateur démocrate de l'État du Michigan et président du Comité sur la nutrition et des Forêts, Sherrod Brown, démocrate de l'Ohio, Sheldon Whitehouse, sénateur démocrate de l'état de Rhode Island, Jeff Flake, sénateur républicain de l'Arizona State, James McGovern, démocrate du Massachusetts, Chris Van Hollen, démocrate du Maryland. La réunion a permis de débattre de questions d'intérêt pour les deux pays

AFRIQUE

CPI : LAURENT GBAGBO DEMANDE SA LIBÉRATION

L'audience de confirmation des charges pesant contre Laurent Gbagbo s'est ouverte à La Haye, mardi 19 février. Les débats vont durer une dizaine de jours. Échanges musclés à l'ouverture de l'audience de confirmation des charges de Laurent Gbagbo, à La Haye, le 19 février. Les avocats de l'ex-président ivoirien ont demandé aux juges de prononcer l'irrecevabilité de l'affaire, de suspendre définitivement les procédures engagées contre leur client et d'ordonner sa mise en liberté immédiate. Une décision sera rendue le 28 mars prochain. La juge principale Silvia Fernandez de Gurmendi a ouvert l'audience à 14h30. Vêtu d'un costume bleu nuit, d'une chemise ciel et d'une cravate rayée, l'ancien président, assis derrière ses défenseurs, est apparu en bonne forme. Après plus de quatorze mois d'incarcération dans sa cellule de Scheveningen, Gbagbo semble avoir repris du poil de la bête. Il affichait une mine réjouie et a salué les journalistes et ses nombreux amis venus assister à sa comparution. Les horaires sont aménagés avec des pauses toutes les heures pour lui permettre de suivre les débats dans les meilleures conditions. Après des rappels préliminaires sur la tenue des débats qui vont durer une dizaine de jours, la juge principale de la chambre préliminaire a demandé au greffier de rappeler les charges. À 67 ans, l'ancien dirigeant est soupçonné d'être « co-auteur indirect » de plusieurs crimes contre l'humanité, à savoir : meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains, commis pendant les violences postélectorales de 2010-2011. Des crimes qui auraient provoqués, selon l'accusation, des centaines de morts et qui découleraient du refus Gbagbo de reconnaître la victoire électorale, le 28 novembre 2010, de son rival Alassane Ouattara, aujourd'hui au pouvoir. Ces journées

d'audience doivent permettre aux juges d'évaluer la solidité des éléments de preuves rassemblés par l'accusation dans la perspective de la tenue d'un procès. Quatre jours avant l'ouverture des débats, la défense avait déposé une requête en irrecevabilité, qu'elle est venue défendre ce 19 février. La défense a remis en cause le processus de complémentarité de la CPI, évoquant des poursuites à l'encontre de Gbagbo en cours en Côte d'Ivoire pour crimes économiques. Et c'est le professeur Jacobs, de l'Université de Leiden, qui l'a soutenue à la demande de Me Emmanuel Altit, avocat principal de Laurent Gbagbo. L'universitaire a notamment remis en cause le processus de complémentarité de la CPI, évoquant des poursuites à l'encontre de Gbagbo en cours en Côte d'Ivoire pour crimes économiques. Il a également expliqué que Simone Gbagbo, son épouse, Charles Blé Goudé et plusieurs de ses anciens ministres étaient poursuivis par la justice ivoirienne. Des arguments qui, selon lui, portent préjudice à la crédibilité de la CPI, qui a demandé l'extradition de Simone Gbagbo. « Si la Chambre préliminaire devait déclarer l'affaire recevable, cela aurait pour conséquence d'envoyer un message à tous les États, comme c'est le cas de la Côte d'Ivoire, qu'ils sont libres d'utiliser la CPI comme une Cour de convenance, au gré des fluctuations politiques nationales », a-t-il expliqué. Le professeur Jacobs a encore dénoncé la « modestie des preuves » du procureur et a même suggéré que Laurent Gbagbo puisse se défendre et être jugé en Côte d'Ivoire. Il a rappelé les propos d'Alassane Ouattara qui « préfère dorénavant juger les auteurs des crimes postélectorales dans son pays ». La défense a enfin fait remarquer que la France, l'ONU et les autorités ivoiriennes devaient, du fait de leur présence en Côte d'Ivoire, disposer d'éléments importants permettant d'étayer les allégations du procureur. Pour les avocats de Gbagbo, les audiences à venir, et l'éventuel procès, seront historiques. Selon eux, tous les protagonistes devront être appelés à la barre. Ce qui a eu le don d'irriter le bureau du procureur. Eric Mc Donald, le substitut de Fatou Bensouda, qui était bien présente dans la salle où elle a surtout pris des notes avant de s'exprimer à la clôture des débats, a dénoncé une requête tardive dont l'objectif ne serait que de gagner du temps. « On déborde le cadre d'une requête en procédure ! » a-t-il affirmé devant les juges. En réponse, Me Altit a rappelé le caractère contradictoire des débats. Des échanges vifs qui ont fait sourire l'ex-chef d'État. Jacobs a ensuite achevé sa démonstration en comparant l'audience de Laurent Gbagbo à la pièce de l'italien Luigi Pirandello, « Six personnages en quête d'auteurs ». Selon lui, si les juges autorisent la tenue d'un procès, cela servira à déconstruire la réalité. « Vous avez une noble tâche, a-t-il dit aux magistrats de la cour. Faites que cette audience n'accouche pas d'un mensonge ». Une plaidoirie qui a visiblement réjoui les pro-Gbagbo – entre 300 et 700 personnes selon les estimations – qui ont fait le déplacement de La Haye. Arborant des chapeaux orange,

perruques et drapeaux aux couleurs ivoiriennes, ils ont demandé la libération du président Gbagbo devant la police néerlandaise et la garde équestre. « Gbagbo a de bons avocats, explique Mireille, une Franco-Ivoirienne qui a fait le déplacement. Il n'y a rien dans le dossier du procureur ». La défense a visiblement marqué des points durant cette première journée en prenant de cours les différents protagonistes et en allant jusqu'à remettre en jeu la compétence de la CPI. Mais les prochains jours devraient être à l'avantage du procureur Bensouda qui a présenté sommairement toutes les charges à retenir, selon elle, contre Laurent Gbagbo à la fin de l'audience du jour. Et qui doit les développer dans les prochains jours. « En décembre 2010, au travers d'élections pacifiques, le peuple ivoirien avait l'occasion de se rassembler et de choisir la personnalité qu'il voulait voir à la tête du pays. Mais il a été privé de cette possibilité par, entre autres, M. Gbagbo, qui a eu recours à la violence contre des civils pour rester au pouvoir... Nous sommes là pour envoyer un message fort à ceux qui prévoient, essaient d'accéder au pouvoir ou de s'y maintenir en ayant recours à la violence et à la brutalité : ils devront dorénavant répondre de leurs actes. » (...) « M. Gbagbo a mobilisé les forces qui lui étaient subordonnées et leur a ordonné de mettre en oeuvre la politique visant à le maintenir au pouvoir par la force. Concrètement, il a ordonné de faire cesser les manifestations et a fait déployer des militaires lourdement armés, qui ont eu recours à la force létale contre des manifestants non armés dans la rue. » (...) « M. Gbagbo est accusé en tant que coauteur indirect, des crimes contre l'humanité suivants ou, subsidiairement, d'avoir contribué à la commission de ces crimes, soit : le meurtre d'au moins 166 personnes, le viol d'au moins 34 femmes et jeunes filles et le fait d'avoir infligé à 94 personnes au moins des atteintes graves à l'intégrité physique et de grandes souffrances ou, à titre subsidiaire, d'avoir attenté à leur vie. En outre, M. Gbagbo doit répondre du crime contre l'humanité de persécution pour des motifs d'ordre politique, national, ethnique et religieux à l'encontre d'au moins 294 victimes ».

PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

ASIE

La hausse l'emporte ce matin sur les Bourses asiatiques, après des commentaires économiques positifs venus d'Allemagne et de Corée du sud. A Tokyo, l'indice Nikkei gagne 0,8% en clôture, tandis que Hong Kong avance de 0,3%, le Shanghai Composite reste proche de l'équilibre (+0,01%), Taiwan gagne 0,8%, et Séoul bondit de 1,9%. Enfin, Sydney progresse de 0,3%, Singapour grappille 0,1% et Bombay (indice BSE Sensex) progresse de 0,2%. La Bourse sud-coréenne réagit en vive hausse après des propos du gouverneur de sa Banque centrale, Kim Choong Soo. Ce dernier a estimé que les perspectives de l'économie mondiale sont en voie d'amélioration, ce qui pourrait se traduire par une croissance plus forte que prévu en Corée du sud. Au Japon, la balance commerciale est ressortie en déficit plus important que prévu en janvier (1.600 Mds de Yens au lieu de 1.300 MdsY attendus). Cependant les exportations ont progressé pour la première fois depuis 8 mois, ce qui semble indiquer que la baisse du Yen commence à porter ses fruits pour le commerce nippon. Les investisseurs ont aussi été rassurés depuis hier par le net rebond de la confiance des investisseurs en Allemagne, qui a permis aux Bourses européennes de rebondir (+1,7% pour l'EuroStoxx 50) et à l'Euro de remonter au dessus de 1,34\$ (+0,2% à 1,3422\$ ce matin en Asie). L'indice de l'institut allemand ZEW est ainsi monté à son plus haut niveau depuis trois ans. Malgré la publication, la semaine dernière, d'une chute de 0,6% du PIB allemand au 4ème trimestre 2012, les économistes s'attendent à un redémarrage de l'économie au premier trimestre, même si la croissance devrait rester modérée en 2013 en Allemagne (+0,4% prévu pour l'instant sur l'année).

ÉTATS UNIS

Wall Street évoluait dans le rouge à la mi-séance mercredi, consolidant les gains récemment enregistrés par le marché dans l'attente des minutes de la dernière réunion de la Banque centrale américaine (Fed): le Dow Jones cédait 0,25% et le Nasdaq 0,66%. Vers 17H00 GMT, le Dow Jones Industrial Average reculait de 35,40 points à 14.000,27 points, et le Nasdaq, à dominante technologique, de 21,08 points à 3.192,51 points. L'indice élargi Standard and Poor's 500 cédait 0,52% ou 7,89 points à 1.523,05 points. "Le marché est en pleine forme depuis sept semaines", les indices dépassant régulièrement depuis le début de l'année des niveaux plus vus depuis cinq ans pour le Dow Jones et le S&P, depuis 2000 pour le Nasdaq, a remarqué Mace Blicksilver, de Marblehead Asset Management. "Aussi il n'est pas étonnant que le marché se consolide et il pourrait continuer à le faire pendant quelques jours", a-t-il ajouté. Les investisseurs se placent aussi en position de retrait avant la publication des minutes de la rencontre du Comité de politique monétaire de la Fed en janvier, attendue à 19H00 GMT.

EUROPE

Les Bourses européennes ont terminé en baisse jeudi pour la plupart, reprenant leur souffle après la forte hausse de la veille et en l'absence de soutien de Wall Street. À Paris, le CAC 40 a fini en repli de 25,94 points ou 0,69% à 3.709,88, au lendemain d'un bond de 1,88%. Francfort a cédé 0,30% et Madrid 0,76% mais Londres a atteint de nouveaux plus hauts de cinq ans et conservé en clôture un gain de 0,26%, tandis que le marché suisse s'ajugeait 0,61%. L'indice paneuropéen EuroStoxx 50 a cédé 0,83% à 2.640,35, après sa hausse de 1,75% la veille et le FTSEurofirst 300 a abandonné 0,31%. Au moment de la clôture européenne, Wall Street était en légère baisse, dans l'attente du compte rendu de la réunion de janvier du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale qui pourrait donner des indications sur l'avenir des mesures d'assouplissement monétaire quantitatif (QE) menées par la banque centrale américaine. L'attente des "minutes" de la Fed et l'approche des élections italiennes du week-end prochain ont alimenté la prudence ambiante mais les investisseurs restent confiants dans l'ensemble, d'autant que les marchés européens ont sous-performé le marché américain en février. "La faiblesse actuelle ne devrait pas durer, le sentiment reste positif", juge ainsi Fawad Razaqzada, analyste technique chez GFT Markets à Londres, qui voit un signal encourageant dans le fait que l'EuroStoxx 50 clôture à plus de 2.600 points.

CHANGE

L'euro perdait du terrain face au dollar mercredi, dans un marché où les inquiétudes sur l'économie espagnole et les incertitudes politiques en Italie prenaient le dessus sur un regain d'optimisme sur la vigueur de l'économie allemande. Vers 17H00 GMT, l'euro valait 1,3350 dollar contre 1,3390 dollar mardi vers 22H00 GMT. L'euro baissait face à la devise nippone, à 124,94 yens contre 125,24 yens mardi soir. Le dollar se stabilisait face à la monnaie japonaise, à 93,59 yens contre 93,54 yens la veille. "Des commentaires pessimistes du Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, ont plombé l'euro", relevait Kathleen Brooks, analyste chez Forex.com. Le chef du gouvernement de droite a annoncé que le déficit public de l'Espagne se situerait en 2012 "à moins de 7%" du Produit intérieur brut, c'est-à-dire au-dessus du seuil de 6,3% négocié avec Bruxelles, alors que la quatrième économie de la zone euro reste plongée dans la récession depuis la fin 2011. Vers 17H00 GMT, la livre britannique baissait face à la monnaie unique, à 87,27 pence pour un euro, après avoir atteint son niveau le plus faible depuis près de 16 mois (87,64 pence). La livre sterling reculait aussi face au dollar, à 1,5295 dollar, après être tombée à 1,5282 dollar, son niveau le plus bas depuis début juin. La devise helvétique progressait face à l'euro, à 1,2341 franc suisse pour un euro, mais baissait face au billet vert, à 0,9244 franc suisse pour un dollar. L'once d'or a terminé à 1.588,50 dollars au fixing du soir contre 1.607,75 dollars mardi. Le cours de l'once de métal jaune est tombé vers 15H55 GMT à 1.578,24 dollars, son niveau le plus bas depuis six mois. La devise chinoise a fini à 6,2379 yuans pour un dollar contre 6,2445 dollars mardi.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les prix du pétrole accéléraient leur repli mercredi en cours d'échanges européens, dans un marché empreint de prudence avant les minutes de la dernière

réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) et à la veille des statistiques hebdomadaires sur les stocks américains d'or noir. Vers 17H00 (18H00 GMT), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril, valait 115,95 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,57 dollar par rapport à la clôture de mardi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour l'échéance de mars, dont c'est le dernier jour de cotation, céda 1,97 dollar par rapport à la clôture de mardi, à 94,69 dollars. "Les volumes d'échanges restent très modérés, même après le retour depuis mardi sur le marché des investisseurs américains, qui étaient absents lundi à l'occasion d'un jour férié" aux Etats-Unis, observait Andrey Kryuchenkov, analyste de VTB Capital.

Le pétrole était mitigé mercredi matin en Asie, dans un marché peu actif, mais le brut américain bénéficiait d'une amélioration de la situation sur l'oléoduc de Seaway. Le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en mars gagnait 6 cents à 96,72 USD, alors que le baril de Brent de la mer du Nord, échéance avril, reculait de 14 cents à 117,38 USD. Les cours aux Etats-Unis ont augmenté en raison d'"informations sur une hausse des volumes passant par l'oléoduc Seaway", ont indiqué les analystes de IG Markets Singapore. L'oléoduc Seaway transporte le brut stocké à Cushing, principal terminal pétrolier des Etats-Unis (dans l'Oklahoma, sud) vers les raffineries de la côte du Golfe du Mexique. Depuis janvier, l'oléoduc connaît des difficultés de distribution, ce qui conduit à un goulet d'étranglement à Cushing, où est stocké le brut texan qui sert de référence au WTI. L'abondance de brut à cet endroit pèse sur les cours du WTI.

Prix des carburants en France

SP98	SP95	E10	Gas +	Gas	E85	GPL
1.646 €	1.585 €	1.582 €	1.493 €	1.420 €	0.912 €	0.848 €

Prix des carburants en Guadeloupe

Sans plomb 98	Gasoil
1,56€	1.48 €

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

**DIFFUSER AUTOUR DE VOUS
LA NATION**



MANAGEMENT ET DROIT

EXTENSION DE LA VENTE EN LIGNE DE MÉDICAMENTS SANS ORDONNANCE EN FRANCE

A la faveur d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne ayant opposé l'ordre des pharmaciens allemands à une société néerlandaise vendant en ligne des produits pharmaceutiques, le mouvement pour la libéralisation de ce marché était engagé (arrêt C-322/01 du 11 décembre 2003). Cependant, pour cette nouvelle activité, la Cour s'est prononcée en faveur d'une limitation aux seuls médicaments sans ordonnance et pour le maintien du monopole des pharmaciens, la boutique en ligne n'ayant vocation qu'à être l'extension de l'officine réelle. L'enjeu de santé publique justifie en effet de telles restrictions, en particulier pour éviter la vente de médicaments frelatés ou contrefaisants. Il a fallu tout de même attendre le 8 juin 2011 (directive 2011/62/UE) pour que le législateur européen fixe le cadre d'une harmonisation de la vente en ligne de médicaments. Une fois n'est pas coutume, le législateur français a respecté les délais de transposition avec l'adoption coup sur coup d'une ordonnance le 19 décembre 2012 et d'un décret le 31 décembre 2012. Les articles L5125-33s et R5125-70s du Code de la santé publique (ci-après CSP) fixent ainsi le cadre de cette nouvelle activité. Plusieurs restrictions importantes ont été apportées à l'ouverture d'un site de vente en ligne par un pharmacien :

- une autorisation administrative doit être obtenue du directeur général de l'agence régionale de la santé dans les deux mois du dépôt du dossier ;

- cette autorisation doit être portée à la connaissance de l'ordre des pharmaciens ;

- des mentions obligatoires doivent être portées sur le site (dont un lien hypertexte vers le site de l'agence nationale de sécurité du médicament et l'apposition d'un logo européen d'habilitation à vendre en ligne) ;

- et surtout, seuls 455 médicaments dits « OTC » (pour « over the counter ») sont distribuables par ce canal de vente. Autrement dit, même les produits accessibles sans ordonnance mais devant

être placés derrière le comptoir (et non en accès libres en officine) devaient être écartés de la vente en ligne.

Cette dernière restriction a immédiatement fait l'objet d'un recours devant le Conseil d'état par un pharmacien de Caen pionnier en matière de vente en ligne. Fait rare et notable, le Conseil d'état, en référé, a suspendu l'application de l'article L5125-34 du CSP prévoyant cette la limitation de la vente en ligne aux médicaments en accès libres. Le Conseil a relevé son incompatibilité à la fois avec l'arrêt de la Cour de Luxembourg du 11 décembre 2003 précité mais aussi avec la directive du 8 juin 2011 (ordonnance du 14 février 2013). La décision du Conseil d'Etat ne sera définitive qu'après poursuite des débats au fond devant la section du contentieux. La matière évolue vite et d'autres précisions sont attendues du pouvoir exécutif par voie d'arrêté en matière d'offres publicitaire en ligne et modalités de livraison ou portage des médicaments. Le Conseil national de l'ordre des pharmaciens devrait aussi formuler ses recommandations concrètes. Les pharmaciens qui hésitaient à se lancer dans l'aventure du E-commerce pour des raisons de pertinence économiques faute d'un nombre suffisant de produits concernés, n'ont donc plus d'excuses. L'investissement de départ pour la création du site implique certes de prévoir un budget juridique car, à la réglementation usuelle du commerce électronique, s'ajoute les règles propres au domaine. Toutefois, à lire l'ordonnance du Conseil d'Etat précitée, la croissance de l'activité peut être très rapide.

**DIFFUSER AUTOUR DE VOUS
LA NATION**



TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures.

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut.**

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %. Loyer commercial

Au 2e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux augmente de 0,6% à 107,65 points et de 3,1% sur un an.

Coût de la construction

Au 2e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction baisse de 3% sur un trimestre, à 1 666 points, et augmente de 4,6% sur un an.

POPULATION

POPULATION 2011: 401 784 habitants

OFFRE

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand (2 690)

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 574

DEMANDE

CONSOMMATION 2011: 8 488 (5 126 ménage et 3 362 administration)

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

PRIX

SEPTEMBRE 2012 : 1,5 % SUR UN AN

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN SEPTEMBRE 2012 : 65 470

OFFRE D'EMPLOI EN SEPTEMBRE 2012 : 690

NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE : 22 BIS
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

INTERNET : SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;
<http://www36.jimdo.com/app/s060009c26218383e/p0f5a47fdd2282739/>

FACEBOOK <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ; Agence de presse :

Média info

DIFFUSER AUTOUR DE VOUS LA NATION

Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire

LA NATION

LE REGARD DES GUADELOUPÉENS

SUR LA GUADELOUPE

ET

SUR LE MONDE